

EN ROUTE VERS LA DÉMOCRATIE

LES PETITES VICTOIRES DU PEUPLE CONGOLAIS

**Thierry NLANDU
MAYAMBA,**

Professeur Ordinaire à
la Faculté des Lettres,
Université de Kinshasa.
Consultant en
développement
Organisationnel.
thierrynlandu@
yahoo.fr

Au regard de notre longue route vers une démocratie respectueuse de l'humain, le combat est coûteux en vies humaines et apparemment sans changement qualitatif. Ce processus démocratique est difficile pour notre peuple qui, aujourd'hui, fait la pénible et douloureuse expérience de l'enfantement d'un nouvel État. C'est dur, personne ne le nie. Tous les peuples qui se veulent indépendants passent par ces épreuves.

Mais, cette longue et pénible lutte est bénéfique pour ce peuple qui apprend depuis plusieurs années à arracher de petites victoires qui le feront certainement grandir demain. C'est trop lent ! C'est vrai ! Mais, ce temps est mis à profit pour tenter de comprendre les valeurs qui devront désormais animer notre existence. Ces différents moments de douleurs sont une formidable préparation à l'acquisition des réflexes démocratiques et des méthodes de défenses de nos droits et de nos futures lois par des moyens non violents, mais efficaces, parce que respectueux de l'humain. Oui, effectivement, toutes ces années ont résolument engagé notre peuple dans une voie dont nous serons tous fiers demain. Les contours de cette démarche ne sont pas clairs, mais il y a des signes avant-coureurs qui ne trompent pas. Tenez !

Le 16 février 1992, des milliers de chrétiens, mieux, de croyants, ont manifesté, dans la non-violence, ouvrant ainsi progressivement l'ère de la démocratie au Congo en arrachant pacifiquement hier, la réouverture de la Conférence Nationale Souveraine.

Les chrétiens étaient debout ! Il y a eu des morts. Mais n'était-ce pas le prix à payer pour la vérité ? Ces morts ont été les premiers deuils zaïrois où l'on n'a pas fait la chasse aux sorcières, mais où l'on a chanté la victoire de ceux qui donnent leur vie pour

que d'autres vivent et vivent pleinement. Ceux qui sont morts ce jour-là ont montré qu'il était possible d'être initiateur d'une action sans en être le bénéficiaire immédiat.

Aujourd'hui, comme hier, nos politiciens, toutes tendances confondues (au pouvoir comme dans l'opposition) ont peur des élections, conscients qu'ils sont du degré de conscientisation d'un peuple qui, chaque jour, réalise davantage que c'est réellement lui qui donne ou refuse le pouvoir aux uns comme aux autres. C'est sans doute ce qui explique les manœuvres des gouvernants dans la mise en place des structures qui, selon eux, risquent de les mettre à l'écart du pouvoir et des richesses. Aussi essaient-ils de contrôler l'architecture électorale, depuis la cour constitutionnelle, en passant par le ministère de la justice, sans oublier les cours et tribunaux et la CENI. Ils revisitent régulièrement la loi électorale pour s'assurer une présence désormais familiale à tous les échelons des espaces du pouvoir, sources d'avoir et de valoir. Ils multiplient les alibis. Ils veulent avoir le peuple à l'usure.

Mais, tous oublient une chose. Le temps a toujours été du côté du peuple souffrant du Congo. Le temps permet au peuple de savoir qui est réellement avec lui ; le temps fait sa sélection naturelle et permet à ce peuple de relire l'histoire de son combat pour mesurer ce qu'il a pu réaliser à ce jour et qui lui donne la force de continuer sa marche vers la démocratie. Cette histoire, celle des petites victoires de notre peuple, ne sera jamais contée par ceux qui nous gouvernent car, pour eux, il ne faut pas que ce peuple découvre sa force. Il faut continuer à l'enfermer dans une fatalité assassine qui lui fera continuellement croire que les choses ne changeront jamais dans notre pays, alors que chaque jour, notre peuple est en train de faire bouger les lignes.

En effet, alors qu'on lui fait croire que rien ne changera, notre peuple s'est soulevé un certain 4 janvier 1959 pour réclamer et obtenir son indépendance. C'est ce même peuple qui, un certain 16 février 1992 s'est levé pour réclamer et obtenir la réouverture de la Conférence Nationale Souveraine. C'est toujours ce même peuple qui prend en charge l'éducation de ses enfants alors que d'année en année les gouvernants se montrent défaillants. C'est encore ce même peuple qui s'est mis résolument debout en 2017-2018 pour exiger et obtenir que les dirigeants ne touchent pas à sa constitution pour s'octroyer un troisième mandat. C'est toujours lui qui, avec force, rappelle chaque jour aux gouvernants que la gratuité de l'enseignement n'est pas synonyme de gratuité de l'enseignant.

Hier comme aujourd'hui, les enseignants, les parents et les étudiants comprennent avec tristesse que nos gouvernants profitent de nos divisions pour refuser d'assumer leurs responsabilités en matière d'éducation. Ceci passe par des revendications salariales qui sont satisfaites de manière insatisfaisante. Qu'importe ! L'essentiel est que tous réalisent que lorsqu'ils le veulent et dans la non-violence et de manière active, ils peuvent faire

reculer leurs dirigeants dans leur volonté de les réduire à l'esclavage. N'est-ce pas ce que nous avons tous compris après cette session parlementaire où Sénateurs et Députés ont tenté vainement de modifier la loi électorale au profit du Président en place ? Qui ne se souvient pas de la pression exercée par tout un peuple, pression qui a conduit le Président du Sénat de l'époque à s'adresser, pour la première fois, en langue vernaculaire au peuple¹ ?

Aujourd'hui, le peuple refuse de verser dans la violence et ce malgré les nombreuses provocations. En effet, qui aurait pu, à l'époque, penser au refus collectif de notre peuple de tomber dans le piège de la xénophobie qui lui était habilement tendu par les politiciens à partir des terres du Katanga ?

Chaque jour qui passe, nos militaires comprennent le caractère néfaste de la configuration actuelle des relations entre civils et militaires dans notre pays. Tous, militaires et civils, veulent entretenir une relation positive qui fera du civil l'allié du militaire en toute circonstance pour le bien de la nation toute entière.

Aujourd'hui, le peuple ne reste pas seulement dans des actions de revendication. Il veut aussi être constructif. En effet, comment essaie-t-il de survivre dans un État où les gouvernants lui refusent un salaire décent ? Comment arrive-t-il à faire étudier ses enfants dans des écoles totalement prises en charge par des parents et des professeurs pauvres mais héroïques ? Comment arrive-t-il à éclairer les rues de ses quartiers ? Comment les chauffeurs taxis arrivent-ils à faire une grève de deux jours et à immobiliser toute la ville sans relais dans la presse officielle pour la mobilisation des uns et des autres ? Comment les Kimbanguistes se mobilisent-ils pour trouver les fonds qui servent à construire leurs temples et autres édifices ? Comment les catholiques arrivent-ils à prendre en charge leur clergé et à organiser les manifestations en l'honneur de leurs évêques et autres Princes de l'église ?

Les mauvaises langues toujours soucieuses de décourager ce peuple dans pareille entreprise ne cessent de relever les imperfections de ses stratégies. À tous, on peut répondre qu'il n'y a que ceux qui osent qui peuvent se tromper et par conséquent s'évaluer et se corriger pour aller de l'avant. Le peuple congolais ne doit pas avoir peur de ses erreurs, car elles sont les signes d'un peuple qui est résolument debout, en marche. En marche comme récemment en 2017-2018 pour refuser tout tripatouillage de notre constitution et exiger des élections libres et transparentes qui devraient aboutir sur une transition pacifique du pouvoir.

1 Les manifestations de janvier 2015 en République démocratique du Congo ont été organisées le 19 janvier 2015 par l'opposition contre le projet de loi électorale qui exigeait un recensement de la population avant l'élection présidentielle, recensement qui aurait pu retarder la date des élections et donc allonger le mandat du président de la République Joseph Kabila. Le Sénat, par l'entremise de son Président Léon Kengo wa Dondo, avait évité le chaos en refusant de cautionner le projet de loi.

Ainsi, aujourd'hui, après trois grandes actions organisées par le Comité Laïc de Coordination (marches du 31 décembre 2017, 21 janvier et 25 février 2018), nous pouvons, ensemble, tenter d'évaluer ces petites victoires qui nous permettent de chanter le « debout congolais » avec un front dressé comme l'ont entonné en chœur les évêques du Congo un certain 23 juin 2017 : « Le pays va mal. Debout congolais. Dressons nos fronts longtemps courbés ».

Notre **première petite victoire** lors de nombreuses manifestations organisées par le peuple congolais avec la collaboration du Comité Laïc de Coordination ou d'autres leaderships est une *victoire sur notre propre peur*. Oui, nous réalisons désormais qu'il nous faut braver nos peurs individuelles et communes pour nous mettre debout et crier haut et fort que nous n'acceptons plus ce mode de gestion inhumain que nos gouvernants imposent à toute notre nation.

À trois reprises, sans compter les mobilisations pour les messes honorant nos héros de la démocratie, les rassemblements de prières pour nous fortifier spirituellement, nos nombreuses réunions sous les menaces d'arrestations, nos cloches du jeudi², nous sommes restés debout défiant l'oppression et la barbarie au point de transférer la peur dans le camp de nos dirigeants.

Notre **deuxième petite victoire**, c'est *d'avoir réussi à transférer la peur dans le camp de nos dirigeants politiques, militaires, policiers et autres agents des services*. Les manifestations de cette peur sont nombreuses avant, pendant et après chaque manifestation : panique dès l'annonce d'une marche ; organisation de réunions multiples et coûteuses pour contrecarrer les manifestations ; approvisionnement coûteux en armes létales, gaz lacrymogènes et autres balles réelles pour la répression des manifestants pourtant toujours pacifiques ; mobilisation des communicateurs de la Majorité qui malheureusement ne savent pas souvent par où prendre les organisateurs des marches. C'est l'heure de nombreuses calomnies sans succès au niveau de l'opinion nationale. Tout y passe : la vie privée et professionnelle des évêques, des prêtres, religieux et religieuses, des acteurs de la société civile et des mouvements citoyens, des hommes et femmes politiques qui adhèrent à l'action du CLC, des membres du CLC, organisateurs des marches, etc... ; menaces officielles avec, pour la première fois dans notre pays, des mandats de justice pour de simples organisateurs de marches pacifiques ; entêtement vain des autorités de la ville à vouloir faire croire qu'elles doivent à chaque fois autoriser les marches alors que constitutionnellement, les mêmes autorités savent qu'on est dans un

2 En décembre 2017, des prêtres de l'archidiocèse de Kinshasa avaient commencé une opération dénommée *jeudi-cloches*. Elle consistait à sonner les cloches des églises pour exiger l'application intégrale de l'accord dit de la Saint-Sylvestre (31 décembre 2016) et la tenue des élections crédibles et transparentes dans les meilleurs délais en RDC. Cette initiative fut réprimée violemment par la police qui accusa l'église catholique de « nuisance sonore et troubles à l'ordre public » et interpella l'initiateur de l'opération, l'abbé Vincent Tshomba.

régime d'information ; acharnement à refuser d'encadrer les marches parce que n'en connaissant pas les itinéraires et n'ayant pas les effectifs qu'il faut. Et pourtant, pour la répression de ces mêmes marches, les services savaient où ils devaient commencer la répression des marches, entendez, devant chaque paroisse, tout au long des trajets vers des points de chute et sur les sites de ralliement ; érection des barrières de jour comme de nuit pour intimider la population ou mieux pour la rançonner ; tracasseries et autres confiscations de téléphones mobiles de jour comme de nuit, à chaque carrefour, aux arrêts de bus et de taxis, avec pour motif « leurs soit disant contenus subversifs » ; chasse aux enfants dont les sifflets, chaque jeudi, accompagnent les cloches des églises et rythment le chant annonciateur des prochaines marches ; intimidations des paroissiens responsables des cloches du jeudi ; instrumentalisation des enfants des pauvres pour envahir les églises et tenter d'étouffer dans l'œuf la mobilisation des chrétiens ; actes de barbaries et de violences atroces pour décourager, en vain, toute tentative de récidive ; profanation des lieux de cultes et visites impromptues des résidences des prêtres, religieux et religieuses ; empressément d'emporter les corps des victimes pour cacher leurs forfaits ; poursuite des blessés par balles dans leurs lieux de refuge et à travers nos cités périphériques pour éviter que lors des futurs procès de crimes contre l'humanité ces blessures par balle ne transforment leurs porteurs en témoins accablants pour le régime.

Notre **troisième petite victoire** c'est d'avoir progressivement et intelligemment divisé le camp du pouvoir en « durs », « modérés » et « ni durs ni modérés ». Ce mur qui se lézarde a trouvé son expression dans :

- La fin du mutisme du Président de la République Joseph Kabila que, sans doute, des « modérés » ont poussé, malgré lui, à s'exprimer devant l'ampleur que prenait la contestation des croyants et des hommes et femmes de bonne volonté sous le leadership du CLC.
- La prise de parole ironique du Président Kabila lorsqu'on lui demandait de se prononcer sur sa candidature ou non lors des prochaines échéances électorales. Son humour est malheureusement révélateur d'un homme qui n'entend pas renoncer à sa volonté de garder le pouvoir.
- Les nombreuses divisions au sein de l'armée, de la police et des services quant à l'attitude à adopter vis-à-vis des manifestants pacifiques.
- Les relations en dents de scie, entre civils et militaires, selon les intérêts et la proximité des uns et des autres.

Notre **quatrième petite victoire** est l'adhésion des Congolaises et Congolais à la mobilisation du Comité Laïc de Coordination. Tous comme un seul homme, les Congolaises et Congolais ont libéré la parole qui sauve.

Tous, hommes, femmes, jeunes et vieux de toutes confessions religieuses, organisations socioprofessionnelles et politiques, des mouvements citoyens ont exprimé leur volonté de construire au cœur du continent « un pays, un Congo, plus beau qu'avant ».

Notre **cinquième petite victoire** fut ces lignes qui commençaient à bouger sur le plan politique. On pouvait le constater par tous ces ballets diplomatiques dont les contenus variaient certainement entre protection des intérêts des uns et des autres et capacité du régime en place de se porter garant de la stabilité sociale.

Notre **sixième petite victoire** fut cette église debout dont les pasteurs étaient constamment à l'écoute de la misère du peuple et prenaient la décision de l'accompagner dans la matérialisation de son être prophétique. Une église nouvelle était née et qui forçait l'admiration de Rome, des autres confessions religieuses, de nos églises sœurs d'Afrique, d'Europe, des USA, du Canada, etc.

Notre **septième petite victoire** est d'avoir mis à nu un système néocolonial ou néolibéral qui s'acharne à se cacher derrière une démocratie de façade. Aujourd'hui, à bout de souffle, ce système n'hésite plus à instrumentaliser nos jeunes à qui, 20 ans durant il n'a offert, ni maison, ni école, ni soins de santé, ni nourriture, ni emploi et pire ni culture, ni valeurs, ni avenir.

Notre **huitième petite victoire** est cette espérance têtue qui continue à nous mobiliser et à refuser les nombreuses manipulations et autres tentatives de nous démobiliser ou de nous diviser.

Notre force c'est notre spiritualité pacifique, non violente et nos moments de prière qui constamment nous rappellent que l'humain est sacré et que c'est lui qu'il faut sauver.

Notre **neuvième petite victoire** ce sont nos héros de la démocratie. Ils ont un nom, un visage, un âge. Ils sont morts ; ils sont vivants ; enterrés en cachette ou non ; dans des tombes connues ou inconnues ; avec une croix portant le nom de chacun ou pas ; ils continueront à nous exiger une participation citoyenne rigoureuse et désormais active pour éviter de retomber dans une dictature nouvelle coûteuse en vies humaines.

La démocratie pour laquelle ils ont marché et pour laquelle ils ont donné leur vie est celle qui repose sur les valeurs d'égalité, de participation, de liberté et de justice. Une égalité qui entraîne le respect de tout être humain, une participation qui suppose la responsabilité de chacun et de tous, une liberté qui est le fruit de la vérité et une justice qui engendre la vraie paix. Cette démocratie participative est encore à construire. Elle ne pourra se réaliser pleinement que lorsque nous serons totalement libérés de l'esclavage dans lequel nous maintenons nos propres frères et sœurs. Cet esclavage est aussi le résultat de la passivité et de l'irresponsabilité du peuple congolais tout entier.

Notre **dixième petite victoire** c'est le rêve commun que nous partageons aujourd'hui comme celui des enfants d'Israël qui, sous la conduite de Moïse, se dirigeaient vers la Terre Promise. Cette terre promise pour nous est celle de la liberté et de l'indépendance réelle et non fictive. Une liberté qui nous permettra de choisir nous-mêmes nos dirigeants, de mettre en place une économie de communion et de solidarité au service de notre bien-être à tous, de développer des idées et des pensées propres à nous qui seront à la base d'une nouvelle manière d'agir et de vivre ensemble. Cette terre promise pour nous est celle de la démocratie véritable et non d'une démocratie de façade.

Des recommandations

Ce genre de journée de réflexion se termine souvent par un chapelet de recommandations adressées à la population, aux institutions et autres autorités politiques et morales concernées par les réformes souhaitées. L'histoire de toutes ces recommandations et réformes atteste qu'elles ne sont que des stratégies dont le but n'est que de réaménager les textes de lois au profit de celui qui gouverne et de tous ceux qui l'accompagnent.

C'est ainsi qu'à chaque réforme annoncée, on se retrouve en train de faire du sur place avec des recommandations toujours renouvelées, mais qui, dans la praxis, ne font pas très souvent dans la durée parce que régulièrement visitées par la voracité du pouvoir non partagé et surtout sans alternance ou, encore, parce que constamment vidé de son sens.

Aussi, sans vouloir prendre le risque de désespérer tous ceux qui liront ce texte et sans prêcher le découragement, nous pensons que dans les circonstances graves que traverse notre processus démocratique, il est de notre devoir de rester lucide, sincère et digne de confiance. En ce moment où la route de la démocratie dans notre pays est semée d'embûches, il est impératif d'alerter, d'expliquer, d'exhorter et de prévenir sans lassitude tout en gardant à l'esprit que les recommandations et réformes que nous formulons résultent souvent d'un engrenage que nous ne contrôlons pas. Aujourd'hui, tous, pauvres et riches, gouvernants et gouvernés, quelles que soient nos appartenances ethniques et claniques, sommes embarqués dans une spirale que nous ne gérons pas.

Aussi, par-delà les péripéties et les urgences de notre actualité politique au quotidien, par-delà le vacarme de nos hommes et femmes politiques, cette section du présent texte nous invite à une relecture non exhaustive de nombreuses interrogations que suscitent nos nombreuses réformes quant à leur objectivité et efficacité.

À titre d'illustrations :

- Élection présidentielle à deux tours, vite remplacée par une élection à un tour, juste le temps de réaliser que ce genre d'élections où le président de la république se fait élire par 6 millions d'électeurs sur 42 millions n'offre aucune réelle légitimité à l'élu. C'est alors qu'une nouvelle-vieille recommandation revient sur la table de la réforme pour un retour à une élection à deux tours, présentée comme une innovation à ce peuple, semble-t-il, sans mémoire à chaque veille d'élection !
- L'introduction du seuil électoral vite comprise comme une démarche discriminatoire, invite déjà les rompus des réformes à se débarrasser de ce système pour revenir au système proportionnel pur d'hier afin, affirme-t-on, de garantir une certaine représentation de toutes les tendances à travers le pays et que les élus de demain soient réellement ceux et celles choisis par le peuple souverain !
- À peine octroyée, la garantie constitutionnelle des droits de l'opposition est remise en question par les réformistes qui mettront un bémol en agitant la loi portant réglementation des manifestations et des réunions publiques et la circulaire du Ministre de l'Intérieur, qui soumet l'exercice du droit à la manifestation publique des partis et regroupements politiques à une déclaration préalable faite auprès de l'autorité politico administrative compétente. Il faut avouer qu'au stade du théâtre en cours, nous ne sommes pas à l'abri d'une nouvelle réforme visant toujours « la promotion de notre jeune démocratie », d'après les affirmations des champions des réformes !
- Le multipartisme chaotique qui a bénéficié d'une application laxiste et intéressée de la loi qui porte organisation et fonctionnement des partis politiques est déjà sur la table des réformateurs. Elle va certainement être revisitée pour, semble-t-il, inclure dans son champ d'application les regroupements politiques afin de les assujettir à un formalisme rigide et croire ainsi assainir l'espace tumultueux de nos partis politiques. Nul doute que cette opération d'une démocratie en détresse apparaîtra vite comme un trompe l'œil qui, en définitive, videra ces structures de leur pertinence.
- N'est-ce pas étrange que les législateurs réformateurs d'hier et d'aujourd'hui qui consacrent l'exercice des libertés associatives dans la constitution, soient aussi ceux qui, d'année en année, se refusent de fixer un cadre légal déterminant les modalités d'exercice desdites libertés ? En effet, où sont les lois d'application des dispositions constitutionnelles ? N'est-ce pas l'absence de ces lois qui fait que notre démocratie reste au stade d'une démocratie de façade, faite d'élections tronquées et d'institutions faibles mais animées par des

hommes forts, tantôt « guides éclairés », « Rais », « Cina Rambo », « Igwe » et autre « Béton » ? N'est-ce pas aussi l'absence de ce cadre légal qui fait que, dans la praxis, notre démocratie reste au niveau des discours sans réel ancrage dans nos cœurs ni dans nos mœurs ? Quelle chance avons-nous de bâtir une démocratie au service de l'homme et de la femme de ce pays avec des partis politiques que la loi, dans son application, ne contraint à aucune obligation ni dans l'éducation ni encore moins dans l'encadrement des citoyens ?

- Quid des multiples et vaines réformes auxquelles nous soumettons la Commission Électorale Nationale indépendante (CENI) depuis sa création, lors du Dialogue Inter-congolais, jusqu'à ce jour ? Cette commission voulue citoyenne et indépendante est devenue un navire en détresse, constamment ballotté par les vagues réformistes d'acteurs politiques divers qui n'ont en commun que leurs prétentions mercenaires de redonner une robe, couleur apolitique, à la CENI ! Combien de fois nous faudra-t-il tourner et retourner la loi organique de la CENI lorsque nous savons tous que tout gouvernant qui veut réformer cette institution ne s'obstine qu'à en faire un outil à sa solde pour être réélu et conserver les rênes du pouvoir ? Nul n'est dupe : « à chaque président de la république, sa CENI » !
- Quelles seront ces nouvelles et miraculeuses recommandations et réformes qui permettront aux partis politiques de cesser de naviguer sans boussole idéologique et sans programme ? Quelles sont ces exhortations qui sonneront le glas de la fragmentation du système des partis en clubs d'individus ? Quels sont ces conseils qui donneront naissance à des partis érigés sur des socles populaires forts ? Quelle métaphore évitera aux partis politiques d'être des structures éphémères, d'avoir une assise nationale et de cesser ainsi de demeurer prisonniers des conceptions tribales, ethniques, provinciales et régionales, toutes expressions de nos égoïsmes sacrés ? Quelle idée novatrice leur fera acquérir une culture démocratique interne dotée de mécanismes institutionnalisés de sélection des candidats ? Où trouver le mot juste pour fidéliser les membres et mettre fin au phénomène de vagabondage politique ?
- 19 ans après sa promulgation, la loi sur le financement des partis politiques est bel et bien désuète aujourd'hui. C'est ce qui va, sans doute, justifier les agitations de nos réformateurs qui, de bonne foi, feront le constat, 19 ans après, de la non installation de la Commission interinstitutionnelle chargée de gérer les subventions destinées aux partis politiques ! Bien plus, 19 ans après, ils nous annonceront, avec fracas, qu'ils viennent de découvrir l'inexistence, dans les crédits budgétaires de l'État, d'une petite trace des fonds destinés au financement public des partis politiques. Et c'est

en urgence qu'ils se saisissent de la question pour de nouvelles recommandations qui, comme celles qui inondent nos nombreuses études et rapports, refusent de se rendre compte que toutes nos réformes souffrent d'une seule et même maladie, entendez, l'absence de volonté politique de l'autorité budgétaire et politique.

- En définitive, au regard de tout ce qui précède, la question ne serait-elle pas simplement de savoir où se trouverait le péché de la loi ?

La liste est longue reprenant ces nombreux questionnements et recommandations qui, au fil des années, rythment des réformes qui font faire un pas en avant et dix en arrière à un processus boiteux de démocratisation. Aussi, au regard de cette permanente « démonétisation » des recommandations et des réformes et face à ce naufrage moral qui ne cesse de s'étendre et qui affecte notre processus démocratique, la présente communication se permet de nous épargner de cette multitude de recommandations improductives et qui n'ont pour seul but que de permettre à nos élites pensantes de se donner bonne conscience.

C'est pourquoi, pour notre intervention, nous avons pensé quitter ce sentier battu pour oser faire une recommandation qui exige qu'on aille au-delà de nos vœux pieux. En effet, ce qui fait défaut non seulement aux partis politiques, à leurs acteurs et à nous tous, c'est l'absence d'une volonté politique commune d'agir dans le sens du bien collectif. Notre vive recommandation est celle de trouver les forces nécessaires et des stratégies appropriées pour créer cette volonté politique d'agir ensemble et différemment. Ce sursaut est un must si nous ne voulons pas couler comme le célèbre « Titanic », tous enivrés non pas par le rythme du « Plus près de toi, mon Dieu » ; mais bien par celui envoûtant du « ndombolo » ou de la rumba congolaise.

Pour ce faire, il n'y a pas d'autres voies que celle de faire fonctionner la justice et l'éthique pour leur assurer un espace de vie au sein de notre communauté grâce à une éducation citoyenne responsable, active et amoureuse de la justice et des choses bien faites. Il n'y a pas d'état de droit ni de démocratie sans éthique ni justice ! Et il n'y aura pas de volonté politique ni de partis politiques au service de la démocratie et de la nation sans éthique ni justice, car elles seules pourront donner naissance à ces démocrates qui font défaut aujourd'hui à la démocratie congolaise.

J'ose croire que nous comprenons tous la dimension que la présente communication donne à ce mot « justice » sans oublier que son existence est conditionnée par un citoyen et une citoyenne qui n'ont pas peur de la justice, mais qui l'aiment et l'invitent dans leur vie au quotidien. Je ne parle pas de cette justice à laquelle on se soumet parce qu'elle fait peur. Je ne parle pas de cette justice que les hommes et femmes, tous fonctionnaires de la justice, manipulent avec dextérité mais sans éthique dans notre pays.

Nous parlons de la justice qui a pour lit l'amour, le respect de l'humain, et l'attrait de ceux et celles qui l'appliquent et de ceux et celles dont elle régent la vie. En définitive, nous parlons de cette justice constructive parce qu'accompagnatrice et architecte de l'agir citoyen ; bref une justice qui donne un sens à l'aventure humaine sur nos terres.

Il est possible de construire cette éthique et cette justice. C'est le défi que nous devons tous relever pour ériger des partis politiques à même de mener une action salvatrice pour le pays et de promouvoir la démocratie. Il est plus qu'évident que sans éthique ni justice, notre processus démocratique piétinera et tournera en rond. Bien plus, nous restons convaincus que sans éthique ni justice, la chance de donner corps à une volonté politique capable de booster des partis politiques soucieux du bonheur pour tous est nulle. Aussi, il revient au peuple souffrant de montrer qu'il est capable de relever ce défi en poursuivant sa marche, au pas forcé, de ces dernières années. Car, seul cet engagement non violent, patient et régulier est en train de placer toute notre nation sur la voie d'une révolution culturelle qui ne saurait se nourrir de recommandations promotrices de réformes inconstantes et caractérielles.

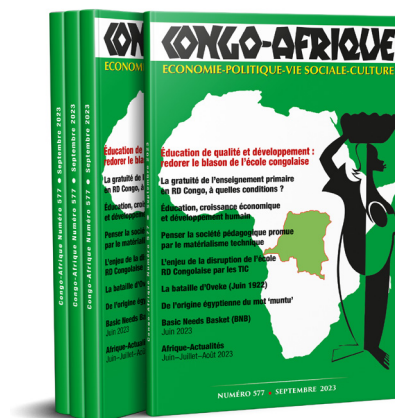
En définitive, la bonne organisation et le bon fonctionnement des partis politiques ainsi que la qualité éthique de l'agir de leurs animateurs restent notre seule chance de sortir de ce contexte où l'état cesse chaque jour d'être état ; ce contexte où l'humain est chaque jour déshumanisé et où tout le monde donne l'impression de courir, au propre comme au figuré, après un pouvoir dont le seul but est d'asservir ses semblables et surtout de s'en mettre plein les poches !

En effet, les partis politiques ne seront partis politiques que lorsqu'ils deviendront ces structures où l'humain pourra réapprendre le service afin de se mettre au service des autres et d'être à même de construire cet état de droit différent de cet état chaotique qui s'acharne, de manière permanente, à reléguer les autres aux confins des espaces habitables, à la périphérie de la vie, dans des camps de réfugiés sur leur propre terre. Le défi est donc celui de faire comprendre à tous les acteurs et actrices que l'engagement politique pour la promotion de la démocratie et la résurrection de l'état en RD Congo passe par notre volonté commune de mettre fin à la grande illusion de notre vivre politique matérialiste et chaque jour plus ivre d'autosatisfaction parce que convaincu de son invulnérabilité.

Dans ce combat, notre jeune démocratie aura pour partenaires ses propres fils et filles qui ont soif de vérité, de charité, d'unité, de responsabilité et de liberté, toutes, des valeurs démocratiques qui font que l'état reste état, c'est-à-dire, une oasis de paix parce que soucieux de la promotion de la femme et de l'homme du Congo.

À tous les animateurs et animatrices des partis politiques ainsi qu'aux acteurs et actrices de la société civile, il faudra toujours beaucoup de sacrifices, de courage et de persévérance pour découvrir les gains que tous peuvent tirer d'un état doté d'un minimum de structures et de lois opposables à tous.

Nos partis politiques doivent devenir ces institutions modèles, des points de référence dans leurs gestions des biens et des personnes. Ils doivent devenir, au quotidien, des familles, des écoles actives, conscientes de leur fragilité, tournées vers les choses essentielles ; des institutions dotées d'une force et d'une spiritualité annonciatrices d'une cité où vie égalitaire, justice distributive, redevabilité, liberté, et amour cesseront d'être des slogans. ■



**Numéros disponibles à la librairie du CEPAS
et dans nos différents points de vente**

Au sommaire

*La gratuité de l'enseignement primaire en RD Congo,
à quelles conditions ?*

*Éducation, croissance économique et
développement humain*

*Penser la société pédagogique promue par
le matérialisme technique*

*L'enjeu de la disruption de l'école RD Congolaise
par les TIC*